



Lettre n° 6 du 16 septembre 2016

**Au sommaire :**

- **Faire vivre les idées portées par le mouvement pour que convergent les ras-le-bol**  
*Laurent Delage*
- **Lutte contre le racisme et la xénophobie, lutte pour l'égalité des sexes : un même combat**  
*Isabelle Ufferte*
- **Le PC sans perspective. Débattre d'une politique communiste, démocratique et révolutionnaire**  
*François Minvielle*

## **Faire vivre les idées portées par le mouvement pour que convergent les ras-le-bol**

Quel que soit l'acharnement des médias à vouloir enterrer, effacer le mouvement contre la loi travail jeudi, le mécontentement, la colère étaient bien présents dans la rue. Les manifestations ont permis de regrouper le milieu militant, les jeunes, celles et ceux qui se sont mobilisés ces derniers mois, contre la loi travail, face à la satisfaction arrogante du Medef, face à cette gauche unie à la droite pour s'attaquer aux acquis des travailleurs.

Les chiffres de manifestants (170 000 dans tout le pays d'après la CGT) sont en baisse mais restent importants. Comme en juin et juillet, le gouvernement a mis en place un dispositif policier impressionnant, en particulier à Paris, avec une nasse de toute la manifestation, fermeture des stations de métro, blocage des accès sur tout le parcours, fouille des manifestants, avant les gazages et les arrestations ! Le 49-3 et les flics, voilà les méthodes du gouvernement pour faire passer sa politique ! Et encore une fois, ce sont les dites violences qui font la une pour tenter de discréditer les manifestations.

Tout cela sans un mot de protestation des directions syndicales contre la répression policière visant à intimider et à saper le mouvement, tout comme elles s'avèrent incapables de faire face à la pression des idées réactionnaires qui se renforce de toute part en cette rentrée.

### **Un mécontentement qui cherche une expression**

Gouvernement et patrons voudraient faire oublier les mois de mobilisation contre la loi travail pour mieux poursuivre leur offensive. Mais la situation de cette rentrée révèle le cynisme, le parasitisme de tous ceux qui dirigent et profitent du travail de la grande majorité de la population, démontrant s'il le fallait que l'avenir appartient bien aux idées, aux exigences portées par le mouvement.

Pendant des mois, politiciens de droite et de gauche, patrons, ont dénoncé les « *privilèges* » exorbitants des travailleurs qui étouffent la « *productivité des entreprises* »... pour justifier l'offensive en règle de la loi travail. Mais les profits se portent comme jamais. En 3 mois, d'avril à juin 2016, les entreprises françaises ont reversé 35,5 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires, un record en Europe !

Gattaz a toutes les raisons de se réjouir, content de Macron applaudi par les patrons à l'Université d'été du Medef, content du PS qui a levé les « *tabous* », content de la droite qui veut remettre en cause l'ISF, les 35 heures, etc.

Et ce n'est pas fini, puisque le gouvernement promet encore la refonte du Code du travail et a annoncé la baisse de l'impôt sur les sociétés, de 33,3 % à 28 %, pour toutes les entreprises d'ici 2020. Il augmente aussi le taux du CICE de 6 % à 7 % de la masse salariale pour tous les salaires jusqu'à 2,5 fois le SMIC... soit un cadeau de 3,3 milliards. La manne de l'argent public versé au patronnat atteindrait ainsi les 130 milliards d'euros par an !

C'est dans cette situation que licenciements et fermetures d'usines se poursuivent. En juillet, la direction de SFR a annoncé un plan de 5 000 suppressions de postes, soit 1/3 des effectifs de l'entreprise, plan vite validé par la CFDT et l'UNSA dès le 4 août ! Bel exemple de dialogue social au service du patron, dans une entreprise où les marges commerciales augmentent en même temps que des conditions de travail intenable, comme le rappelaient la CGT et SUD qui appelaient à la grève le 6 septembre.

Mercredi 7 septembre, la direction d'Alstom annonçait froidement la fermeture, d'ici 2018, de leur usine aux 500 ouvriers de Belfort, au moment même où Alstom et

la SNCF vantent leur « *TGV du futur* » et juste après la signature d'un contrat « historique » de près de 2 milliards d'euros aux Etats Unis. L'Etat est actionnaire à 20 %... et Macron paradait dans cette même usine en mai 2015, en promettant « *zéro licenciement* » !

Quant aux affaires Cahuzac et Sarkozy, elles s'ajoutent à cette offensive anti-ouvrière tout azimut, approfondissant dans la jeunesse et le monde du travail une colère et un mécontentement qui cherchent à s'exprimer.

### **Surenchères réactionnaires contre toute la classe ouvrière**

Les attentats de cet été ont ouvert la voie à une surenchère de la droite, de l'extrême-droite alimentée par Valls et le gouvernement sur le terrain sécuritaire, les amalgames et les préjugés xénophobes et racistes, cherchant à diviser les travailleurs et à masquer leurs propres responsabilités dans la situation.

A droite, les rivalités et appétits personnels sont dopés par les primaires. A l'image de Sarkozy qui tente d'occuper la place du FN en reprenant sa politique et qui déclare « *il faut ramener vers nous les électeurs du FN, en répondant à leurs attentes et en leur proposant des solutions concrètes* ». Chaque candidat y va de sa surenchère tel Copé vantant « *une vraie rupture en 2017* » et assurant qu'avec lui « *la main ne tremblera pas face aux gauchistes et aux islamistes* »!

Dans une telle situation, Marine Le Pen n'a même pas besoin de faire campagne et tente de prendre la posture du pouvoir.

Quant à Hollande, face au désaveu dans l'opinion et à la multiplicité de candidatures concurrentes de ses anciens ministres, il se positionne sur le même terrain guerrier et sécuritaire, avec juste quelques nuances par rapport à Sarkozy. C'est la fuite en avant dans la guerre : une rallonge de 600 millions en 2016 et 700 millions en 2017 vient d'être décidée par le gouvernement et Valls soutient les généraux qui réclament de passer le budget militaire de 32,7 milliards prévus en 2017 à 41 milliards dès 2020, soit 2 % du PIB...

La pression réactionnaire, xénophobe contre la classe ouvrière a pour but de la diviser pour mieux remettre en cause ses droits démocratiques et ses droits sociaux. Hollande et Valls ont ouvert l'offensive par la loi travail, la droite s'engouffre dans une surenchère anti-ouvrière : attaques sur les 35h, retraites, suppressions d'emplois dans la fonction publique, baisse des droits syndicaux... « *ne plus reculer* » claironne Sarkozy !

### **Des directions syndicales tétanisées**

L'intersyndicale avait annoncé la date du 15 septembre durant l'été pour réclamer l'abrogation de la loi. Mais sans politique pour construire le rapport de force, restant cantonnée à la routine syndicale, incapable de répondre à l'offensive réactionnaire.

Lors du meeting intersyndical du 7 septembre à Nantes, Mailly déclarait déjà qu'après le 15 septembre, FO se consacrerait à contester la loi sur le terrain juridique.

Groison de la FSU, propose, elle, de mettre en place « *des ateliers revendicatifs dans tous les départements, afin de remettre aux élus un livre blanc* » !

La CGT renvoie la lutte dans chaque entreprise en disant « *cette loi ne doit pas entrer dans les entreprises* ». Certes, les luttes locales sont déterminantes, mais elles ont besoin d'une politique globale, contre le gouvernement, le dialogue social, pour tracer une perspective d'ensemble, avoir une politique, un plan pour la classe ouvrière contre ceux du patronat et de l'Etat.

Face à la pression raciste, les syndicats en restent à des généralités sur le « vivre-ensemble », sans répondre et affronter la politique de ceux qui masquent leurs responsabilités et tentent de diviser les travailleurs. La bataille contre la xénophobie et le racisme, celle pour les droits démocratiques et sociaux se mènent de front, pour toute notre classe.

Sur le terrain politique, les directions syndicales n'ont pas grand-chose à dire si ce n'est, comme Martinez : « *Nous devons peser dans la campagne électorale, nous pouvons changer les choses sur le plan politique* ». Mais « *peser* » sur qui ? La gauche, les frondeurs, Mélenchon ? Sur le gouvernement qui sortira des urnes ?

Quel que soit ce gouvernement, il n'y a pas d'autre issue que la lutte des travailleurs pour leurs droits démocratiques et sociaux. Ne pas le dire c'est ouvrir la voie aux marchands d'illusions, aux politiciens comme Montebourg qui vient prêcher le « *made in France* » comme s'il n'avait pas de responsabilité dans les fermetures de Florange ou de PSA Aulnay. Ces bonimenteurs tentent de revendre aux ouvriers le « *patriotisme économique* » où « *patriotisme* » signifie austérité pour les travailleurs et profits pour les patrons.

### **Se coordonner, s'organiser pour construire la suite**

De fait, les directions syndicales se montrent incapables de s'appuyer sur les acquis du mouvement de ces derniers mois, de les renforcer, bien trop calées dans les routines du dialogue social et dans leurs intérêts d'appareil à l'approche des prochaines élections professionnelles dans les TPE.

Ces acquis ne se mesurent pas forcément en termes de revendications gagnées ou non, ils sont avant tout politiques. Ce sont les ruptures qui se sont opérées parmi les travailleurs, les militants, les liens construits entre des équipes syndicales, la démocratie de la lutte, etc.

Au travers des étapes à venir, dans chaque entreprise mais aussi dans la lutte contre la répression, à Air France, à l'appel des Goodyear à une mobilisation nationale les 19 et 20 octobre, chez les dockers du Havre qui ont réagi en bloquant le port fin août, il nous faut faire vivre ces idées en cherchant à renforcer l'indépendance, la conscience de classe partout autour de nous.

Il s'agit de faire vivre les idées du mouvement, en renforçant la rupture avec le gouvernement PS qui envoie ses flics contre des jeunes et des salariés qui défendent leurs droits. La répression est partie intégrante de la politique

du gouvernement, qui utilise l'Etat d'urgence permanent pour imposer ses mauvais coups.

Face aux défenseurs du « dialogue social », nous opposons la solidarité avec les travailleurs d'Air France les 27 et 28 septembre, qui ont commis le « crime » d'arracher une chemise à un DRH alors que leur direction venait d'annoncer des licenciements pour que les actionnaires engrangent toujours plus de profits ! A Amiens, les 19 et 20 octobre, la CGT Goodyear appelle à des journées d'actions nationales pour la relaxe des 8 de Goodyear, et s'adresse aux travailleurs d'Alstom en disant « *c'est dans la rue que nous devons imposer des changements profonds, nous pouvons et devons y arriver, n'attendons rien de 2017 bien au contraire* ».

La lutte contre la répression, c'est aussi la solidarité avec les luttes de la jeunesse, dans les manifestations mais aussi dans les quartiers populaires, face à la violence policière

et au racisme. Il s'agit de formuler une politique globale pour l'ensemble de notre camp social ; une politique qui rompe avec le « dialogue social » en donnant confiance aux travailleurs dans leur propre force collective, dans leur capacité à changer les choses eux-mêmes par leurs luttes et leur solidarité.

Cela nécessite de se coordonner, construire des équipes, des liens entre militants qui se sont retrouvés au coude à coude ces derniers mois. Les luttes ne vont pas manquer et la question de l'organisation des convergences et des solidarités va de pair. C'est dans ces résistances que les idées du mouvement de ces derniers mois peuvent continuer à vivre en renforçant la conscience de classe dans le monde du travail et la jeunesse, faire de la politique, notre politique, en toute indépendance des institutions.

Laurent Delage

## **Lutte contre le racisme et la xénophobie, lutte pour l'égalité des sexes : un même combat**

Le gouvernement, la droite et l'extrême-droite sont lancés dans une surenchère sécuritaire et xénophobe, exploitant les craintes, le désarroi suscités par les attentats pour mieux diviser la population, les travailleur-se-s. Sarkozy, Fillon, Valls..., c'est à qui sera le plus décomplexé, surfant sur les psychoses, se drapant dans la « République », creusant le sillon du FN et de Le Pen. L'« affaire du burkini », son instrumentalisation, ont amplifié l'offensive xénophobe et encouragé la libération de la parole raciste contre les musulman-e-s et plus largement les immigré-e-s, en particulier originaires des pays arabes.

Le combat contre le poison mortel du racisme et de la xénophobie, armes des oppresseurs de tous pays et de toutes confessions, est central pour l'unité de notre classe. Ce combat est partie intégrante de la lutte pour l'égalité des droits, contre toutes les oppressions et stigmatisations. Il ne peut en particulier ignorer le combat féministe, pour l'égalité des sexes. Pourtant, lors de la condamnation des arrêtés anti-burkini, certain-e-s ont tu toute critique sur l'instrument d'oppression et de domination qu'est le burkini... Plus largement, certain-e-s au nom du combat anti-raciste pensent nécessaire d'abdiquer, ou pour le moins de relativiser le combat pour l'égalité des sexes.

Ne pas faire de ces combats un même combat, internationaliste, paralyse et ouvre la porte à bien des dérives. Chaque jour, dans le monde entier, des femmes sont violées, vitriolées, excisées, violentées, meurent sous les coups de leur compagnon, subissent de multiples discriminations, sont enfermées, cachées, surveillées, humiliées parce que femmes. Elles sont les premières victimes de la crise, subissent de plein fouet l'exploitation, le chômage, la misère et sont en première ligne de l'offensive réactionnaire et de la remontée des préjugés sexistes.

La lutte contre l'oppression des femmes, pour l'égalité entre les sexes participe du même combat que la lutte

contre la xénophobie et les discriminations liées à l'origine, la religion, la couleur de la peau. Ces combats sont partie prenante d'une même lutte pour l'émancipation et l'unité de notre camp social

### **Pas de hiérarchie dans la lutte contre les oppressions**

En même temps que nous contestons les arrêtés anti-burkini et défendons le droit des femmes qui le portent à accéder à l'espace public et à la plage, nous ne pouvons pas taire ce qu'est le burkini, instrument de domination, que celles qui le portent le fassent par contrainte ou disent le faire par choix. On ne peut que regretter qu'une partie de ceux avec qui nous nous sommes retrouvés pour condamner ces arrêtés aient fait semblant de voir dans le burkini « *un vêtement comme les autres* » pour reprendre le titre d'un article d'Edwy Plenel.

Non, cette « tenue de bain » n'a rien d'un vêtement comme un autre... à part le fait que des multinationales à la Marks & Spencer y ont vu une marchandise à vendre. Le burkini n'a manifestement pas vocation à protéger les femmes du soleil, du sel ou du sable... mais à les « protéger » du regard des hommes. Une violence vis-à-vis des femmes que ces tenues enferment et réduisent à la condition d'objet sexuel, coupables de tenter les hommes si elles ne couvrent pas leurs chairs. Une violence qui atteint en miroir les hommes, les enfermant dans la condition de consommateurs sexuels.

Alors pourquoi cette hémiplogie, cet « oubli » d'une oppression pour en dénoncer une autre tout aussi insupportable ? L'égalité des sexes n'était pas le sujet ont expliqué certain-e-s, le sujet était le racisme, point. Crainte d'affaiblir le propos ? Mais bien au contraire, c'est le silence qui discrédite : on ne peut réellement combattre une oppression en faisant comme si on ne voyait pas celle d'à côté. Sans compter que c'était laisser les Sarkozy, Valls, Juppé,

Macron and Co dénoncer « *l'asservissement de la femme* » (Valls) et les instrumentaliser pour mieux discriminer !

## **Antiracisme et féminisme, pour l'égalité des droits de toutes les femmes et tous les hommes**

Certain-e-s, au sein d'une partie du mouvement antiraciste, vont plus loin et théorisent le fait que le prétendu féminisme « blanc » ne peut comprendre et porter les intérêts des femmes « non-blanches », « racisées »... Certaines se revendiquent d'un « *féminisme islamique* ». D'autres vont jusqu'à considérer le « *féminisme français* » raciste par essence puisque le fait de femmes issues d'un pays colonialiste...

Des conceptions qui utilisent, intériorisent les armes de nos adversaires, de tous les oppresseurs : enfermer chacun dans une catégorie, une patrie, une église, une ethnie, une « race »... Un repli communautariste lourd de danger pour les exploité-e-s.

Ce repli est théorisé par des mouvements tels que le Parti des Indigènes de la République. Une de ses fondatrices et porte-parole, Houria Bouteldja, estime dans un livre récent (*Les Blancs, les Juifs et nous : vers une politique de l'amour révolutionnaire*) que les femmes « racisées » n'ont pas à se révolter contre « leurs » hommes car ils sont sous la domination des « blancs » : « *J'en viens à préférer les bons gros machos qui s'assument. Je vous le dis mes sœurs, il faut trancher dans le vif. Quand les hommes de chez nous se réforment sur injonction des blancs ce n'est pas bon pour nous* ». Pour elle, « *la critique radicale du patriarcat indigène est un luxe. Si un féminisme assumé devait voir le jour, il [...] passera obligatoirement par une allégeance communautaire. Du moins aussi longtemps que le racisme existera* » ou encore : « *Mon corps ne m'appartient pas. Aucun magistère moral ne me fera endosser un mot d'ordre conçu par et pour des féministes blanches* ».

Elle expliquait déjà il y a 10 ans dans la revue *Contretemps* (dans un entretien intitulé « *féminisme et antiracisme* » numéro 16, mai 2006) « *il n'y a pas de féminisme universel* »... « *le féminisme français aurait beaucoup à gagner s'il commençait à se considérer comme un particularisme* »...

Les droits auxquels peuvent prétendre les femmes ne seraient donc pas universels ? Droit de vote, indépendance juridique et économique, droit à la contraception, à l'avortement, au divorce, droit de choisir sa sexualité, droit de sortir seule dans la rue, de ne pas cacher son corps... ne vaudraient pas pour toutes les femmes ? Ne sont-ils pas bien au contraire des combats sans patrie ni frontière, sans couleur de peau, d'appartenance ethnique ou religieuse ? Il n'y a pas un féminisme blanc, noir, catholique, juif, hindou ou islamique, mais une lutte pour l'émancipation qui se mène dans des contextes différents, avec des histoires et des degrés d'oppression incontestablement différents, une lutte universelle pour l'émancipation qui doit faire face, sous toutes les latitudes et continents, aux pouvoirs en place et aux Eglises !

Le 8 mars 1979 à Téhéran, alors que Khomeiny venait d'être porté au pouvoir et appelait à porter le voile sur les lieux de travail, on pouvait lire dans le cortège de milliers de manifestantes iraniennes « *La liberté n'est ni occidentale, ni orientale, elle est universelle* ». Et des femmes meurent pour elle.

Nous ne sommes pas d'un côté des blanc-he-s coupables car issu-e-s de pays coloniaux et de l'autre des « racisé-e-s ». Nous refusons la violence de l'enfermement dans des cases qui visent à nous diviser, niant notre individualité, nous enjoignant de nous conformer à des catégories et intérêts supérieurs, famille, patrie... Nous sommes des militant-e-s de l'émancipation n'appartenant à aucun drapeau, aucune frontière, aucune église.

Nous combattons la xénophobie, les discriminations, la ségrégation... ce qui est bien au-delà de « l'islamophobie ». Ce mot passé dans le langage courant par facilité -ou adaptation aux pressions- est un piège car il renvoie en miroir à une possible islamophilie. Les deux nous sont étrangers, nous ne nous situons pas sur le terrain de la religion, l'islam pas plus qu'une autre. Nous combattons les préjugés et le racisme, dont celui qui vise les musulman-e-s ou prétendu-e-s tel-le-s. Un combat démocratique, qui rejoint l'ensemble des luttes d'émancipation, dans le respect de tou-te-s et de chacun-e-s, en unissant nos révoltes, en respectant et incluant nos différences.

## **Respect et émancipation ou condescendance ?**

Respecter l'autre c'est appeler les choses par leur nom, ne pas considérer de façon condescendante qu'il y a une vérité pour les un-e-s et une autre pour d'autres. Et que celles qui portent le hidjab ou le burkini le fassent par contrainte ou par « choix » ne change rien à ce qu'ils représentent.

Voici ce qu'écrivait Simone de Beauvoir en 1949 sur les femmes et la liberté dans l'introduction à son ouvrage, *Le deuxième sexe* : « *Si nous passons en revue quelques-uns des ouvrages consacrés à la femme, nous voyons qu'un des points de vue le plus souvent adopté, c'est celui du bien public, de l'intérêt général : en vérité, chacun entend par là l'intérêt de la société telle qu'il souhaite la maintenir ou l'établir. Nous estimons quant à nous qu'il n'y a pas d'autre bien public que celui qui assure le bien privé des citoyens ; c'est du point de vue des chances concrètes données aux individus que nous jugeons les institutions. Mais nous ne confondons pas non plus l'idée d'intérêt privé avec celle de bonheur : c'est là un autre point de vue qu'on rencontre fréquemment ; les femmes de harem ne sont-elles pas plus heureuses qu'une électricienne ? La ménagère n'est-elle pas plus heureuse que l'ouvrière ? On ne sait trop ce que le mot bonheur signifie et encore moins quelles valeurs authentiques il recouvre ; il n'y a aucune possibilité de mesurer le bonheur d'autrui et il est toujours facile de déclarer heureuse la situation qu'on veut lui imposer : ceux qu'on condamne à la stagnation en particulier, on les déclare heureux sous prétexte que le bonheur est immobilité. C'est donc une notion à laquelle nous ne nous référons pas [...] Tout sujet se pose concrètement à travers*

*des projets comme une transcendance ; il n'accomplit sa liberté que par son perpétuel dépassement vers d'autres libertés ; il n'y a d'autre justification de l'existence présente que son expansion vers un avenir indéfiniment ouvert [...] Ce qui définit d'une manière singulière la situation de la femme c'est que étant, comme tout être humain, une liberté autonome, elle se découvre et se choisit dans un monde où les hommes lui imposent de s'assumer comme l'Autre.[...] Comment dans la condition féminine peut s'accomplir un être humain ? Quelles voies lui sont ouvertes ? Lesquelles aboutissent à des impasses ? Comment retrouver l'indépendance au sein de la dépendance ? Quelles circonstances limitent la liberté de la femme et peut-elle les dépasser ? Ce sont là les questions fondamentales que nous voudrions élucider. C'est dire que nous intéressent aux chances de l'individu nous ne définirons pas ces chances en terme de bonheur, mais en termes de liberté ».*

Nous nous battons pour l'accès de chacune et chacun à cette liberté. Nous portons un projet d'émancipation et

sommes matérialistes, convaincu-e-s que l'émancipation ne peut qu'être l'œuvre des opprimé-e-s eux-mêmes, ici sur terre. Nous respectons les croyances, les choix de chacun-e mais n'abdiquons pas de nos convictions et militons contre toute forme d'oppression, contre tout ce qui vise à contrôler le corps et l'esprit, pour le progrès humain, la maîtrise par chacun-e de sa propre vie, qui passe par la maîtrise de son corps, de sa sexualité.

La lutte contre le racisme, celle pour l'égalité des sexes, sont parties intégrantes d'un même combat pour l'unité et la solidarité de notre camp social, contre l'offensive réactionnaire qui vise à soumettre les opprimé-e-s, les diviser pour mieux imposer la domination d'une minorité de parasites. Elles sont intimement liées aux luttes sociales, à la lutte de classe quotidienne, par-delà les frontières, pour une société débarrassée de l'oppression, de l'exploitation.

Isabelle Ufferte

## Le PC sans perspective

### Débattre d'une politique communiste, démocratique et révolutionnaire

« La fête de l'Humanité se résume en un mot : fraternité » pouvait-on lire dans l'Huma le week-end dernier. C'est vrai pour des dizaines de milliers de militants et de participants qui ont fait de cette fête, une nouvelle fois, un grand rassemblement ouvrier et populaire. On peut en douter par contre pour le moribond Front de gauche qui n'avait plus de stand cette année, tant les divisions en son sein sont grandes, et pour les concurrents-postulants à la Présidentielle venus faire leur petit marché électoral : Mélenchon, Hamon, Montebourg, Duflot, et aussi Lienemann, Filoche, Delli, Jadot... qui se rêvent en candidat auquel se rallieraient les autres, et surtout auquel le PCF, seule force militante, apporterait son soutien. Comme le dit Mélenchon : « je ne suis pas candidat contre les partis »... vu qu'il a besoin d'eux.

Il faut dire que la direction du PCF leur tend bien la perche, puisqu'elle a renoncé à défendre un programme et à présenter un candidat (la décision serait officiellement prise début novembre), et qu'elle a pour unique projet « l'unité de la gauche ». Et Pierre Laurent de répéter la rengaine du sursaut « face à la radicalisation de la droite et au danger de l'extrême droite qui grandit », il faut « un pacte commun des forces alternatives à gauche », « divisés nous allons dans le mur », etc.

C'est de ce point de vue que Le Monde a présenté ce défilé des candidats comme un « joli coup pour la direction du PCF », coup mortel en réalité, un pas de plus vers la disparition du PCF comme force politique porteuse de son propre projet, puisqu'elle n'a d'autre perspective que se soumettre à des politiciens qui veulent utiliser son implantation et ses militants.

En 2011, déjà, la Fête de l'Huma avait permis à Mélenchon de lancer sa campagne. A l'époque, la direction du

PCF faisait le calcul que, derrière l'unité de façade du Front de gauche, elle pouvait laisser la Présidentielle au leader du Parti de gauche, pour sauver ses députés aux Législatives.

Le week-end dernier, c'est un député récemment sorti du PS qui a mis les pieds dans le plat lors d'un débat : « À défaut de se mettre d'accord sur des personnes tout de suite, mettons-nous d'accord sur une plateforme législative », soutenu aussitôt par le député PCF André Chassaigne.

Et c'est avec la même préoccupation qu'à la suite de Marie-George Buffet qui soutient Mélenchon depuis juin, des responsables du PCF se sont ralliés à lui il y a quelques jours avec une partie de la direction d'Ensemble, en lançant un appel « En 2017, faisons Front commun »... reprenant en réalité le même raisonnement que Pierre Laurent sur « l'éparpillement suicidaire ». Ils franchissent simplement le dernier pas un peu plus vite que la direction du PCF, en reconnaissant que Mélenchon a finalement bien fait de passer en force : « la candidature de Jean-Luc Mélenchon est dans les circonstances actuelles installée dans le paysage politique », il serait « irresponsable de ne pas prendre acte de cette situation », pour finir sur le même enjeu bien « responsable » : « contribuer activement à la convergence des forces sociales et politiques de gauche et écologiste dans les villes, les départements et les 577 circonscriptions législatives »...

Alors qu'importe pour eux le populisme de Mélenchon, son auto-proclamation, son nationalisme nauséabond et son patriotisme économique, son passé gouvernemental contribuant à libéraliser l'enseignement professionnel sous Jospin... Entre les ambitions individuelles et la panique pour sauver des places, ce petit monde croit survivre en se ralliant au plus fort. Il accélère sa chute, comme le

PCF l'avait déjà fait en se soumettant à Mitterrand, provoquant son déclin majeur.

**« *Bouleverser le mode de production tout entier* »...**

Dans ce marais politique d'anciens ministres et d'hommes d'appareil, on est à mille lieues des préoccupations quotidiennes des travailleurs. Leurs programmes se situent sur le terrain du repli national et/ou d'une intervention de l'Etat dans l'économie, un vieux réformisme plus ou moins relooké de vert, avec une nouvelle constitution qui reste dans le cadre du respect de la propriété privée bourgeoise. C'est une impasse, alors que le capital n'a aucune marge pour ce genre de politique et qu'il mène une guerre sans merci pour augmenter ses profits, en cassant les droits sociaux gagnés dans le passé par les luttes ouvrières. C'est ce que vient de montrer l'acharnement du PS et du MEDEF pour imposer la loi travail, prélude à de nouvelles attaques encore plus fortes.

Aucun d'eux ne discute réellement des mesures à prendre pour sortir de la crise, pour en finir avec la dette, les licenciements, le chômage, la misère, la destruction de l'environnement, les guerres... Comment trouver une issue à la situation tragique des migrants, comment gagner de nouveaux droits sociaux et démocratiques, comment faire reculer le racisme et enrayer la montée des extrêmes droites nationalistes et religieuses... Quelle révolution, quelle démocratie, quel pouvoir, pourraient changer ce monde ? Quel monde construire ?

Ces questions ont retrouvé toute leur actualité au cours de la mobilisation contre la loi travail. Elles font partie des interrogations et des préoccupations que nous avons échangées entre militants du mouvement, et nombre de militants du PC étaient alors bien loin des énièmes mécanos électoraux de leur direction. Ce sont ces discussions qui traversent aussi les réunions de rentrée des syndicats. Bien des militants politiques, faute de perspectives, se sont repliés dans le militantisme syndical, à la CGT, à la FSU, dans Solidaires, trouvant un terrain pour agir alors que leur parti était dans l'impasse. Mais le syndicalisme n'échappe pas aux problèmes de la nouvelle situation. Quel rapport entre syndicats et partis de gouvernements ? Les discussions se mènent pour en finir avec le dialogue social, qu'il soit au niveau de l'Etat ou de la boîte, face à un patronat qui ne lâche rien et un Etat répressif... et cela permet de poser les questions du contrôle des travailleurs, de la démocratie, et de la propriété privée, un autre monde... Il s'agit aussi de discuter et d'oser penser un plan de lutte jusqu'au bout, c'est-à-dire où chaque mobilisation est comprise comme l'avancée d'une lutte géné-

rale, pour l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes, vers une révolution démocratique.

Nous avons besoin de discuter aussi que le communisme ne pourra être que démocratique et révolutionnaire, bien loin de ce qu'ont connu des générations de militants d'un PCF qui avait subi les conséquences de la contre-révolution stalinienne, et qui avait abandonné toute perspective révolutionnaire au profit des institutions, que ce soit au niveau local, le « *communisme municipal* », ou au niveau national en s'intégrant au pouvoir gouvernemental, sous Mitterrand et Jospin. Des choix politiques de longue date qui ont entraîné inexorablement le déclin du PC.

Au niveau syndical ou avec les militants politiques, qui sont souvent les mêmes, les problèmes se formulent différemment mais se rejoignent. Dans tous ces échanges, c'est bien de la perspective politique pour lutter que nous discutons, un autre monde, débarrassé de l'exploitation, de la misère et du gaspillage. La perspective du communisme revient, inscrite dans la nouvelle situation.

Il ne s'agit pas de proclamer « *des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde* » (Le Manifeste), mais comprendre et faire partager que ces idées « *ne sont que l'expression générale des conditions réelles d'une lutte de classes existante, d'un mouvement historique qui s'opère sous nos yeux.* » Discuter du communisme consiste par exemple à montrer comment le capitalisme arrivé au stade actuel crée les conditions de son dépassement à l'échelle mondiale, tant par les formidables moyens de production, d'échanges et de coopérations qui existent déjà, que par la révolte grandissante qu'il provoque à cause de l'appropriation privée des richesses, concentrées et contrôlées par les conseils d'administration des multinationales, et dont les 99% de l'humanité ne peuvent pas profiter.

C'est bien en formulant des réponses pour satisfaire les exigences sociales et démocratiques des travailleurs que la campagne que nous voulons mener avec Philippe Poutou pourra aussi faire entendre que la perspective d'une révolution communiste démocratique est possible et nécessaire, en défendant « *des mesures qui, économiquement, paraissent insuffisantes et insoutenables, mais qui, au cours du mouvement, se dépassent elles-mêmes et sont indispensables comme moyen de bouleverser le mode de production tout entier.* » (Le Manifeste).

C'est bien d'une telle politique dont ont besoin les milliers de jeunes, de travailleurs, de militantEs qui ont fait de la fête de l'Huma, un moment de solidarité.

François Minvielle